

Vendredi 30 mars 2012

## **Déclaration du CAN84**

Le 15 septembre 2011, le Collectif antinucléaire de Vaucluse disait aux élus du département : « Après les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, vous ne pourrez pas dire à la population et aux enfants survivants : je ne savais pas ».

Nous avons rappelé aux Conseiller-e-s Généraux de Vaucluse qu'au quotidien, la destruction atomique civile mise en œuvre sur les sites nucléaires génère, par ses rejets radioactifs nuit et jour, des atteintes graves et répétées à la santé et conduit des humains à une mort dans d'atroces souffrances : leucémies, cancers, atteintes neuronales, atteintes cardiaques, atteintes des fœtus, modifications de l'ADN.

Nous ajoutons : « Il est de votre responsabilité politique et juridique, humaine et d'élue-e-s de protéger la population contre ce crime, contre les atteintes à l'intégrité physique, les agressions et les menaces sur la santé publique, les incitations à la destruction et les actes de malveillance du lobby nucléaire. Nous vous alertons donc personnellement. N'attendez pas la catastrophe nucléaire inévitable dans la vallée de Rhône-Durance et en Provence. »

**Face au mutisme des élus de tous bords politiques**, le Collectif antinucléaire de Vaucluse a été contraint d'intervenir lors de la session du Conseil Général de janvier 2012 et d'occuper les lieux. Comme un seul homme les élus ont fui le débat et ont refusé d'entendre les citoyens en quittant la salle pour aller se cacher dans la cafétéria. Quel piètre sens de la démocratie, du respect des citoyens, de ses responsabilités électives!

Nous avons constaté à cette occasion l'ignorance profonde et l'indifférence complice des élus départementaux sur la terrifiante question du nucléaire et de la radioactivité.

Le CAN84 a continué à interpeller les Conseiller-e-s Généraux tout au long des semaines suivantes pour obliger les élus à quitter leur piédestal et à redescendre sur terre.

Leur attitude est effarante et effrayante.

Le groupe socialiste et le Président socialiste du Conseil Général répondent : « le nucléaire ne rentre pas dans le champs de nos compétences », le Conseiller Europe-Ecologie : « Allez voir ailleurs, le Préfet, ce n'est pas de notre ressort », les conseillers généraux UMP-FN-LigueduSud ne daignant pas porter attention aux interpellations de la piétaille et des gueux!!! Tournez la tête, fermez les yeux et que le crime sanitaire s'accomplisse ! A ce jour seul le Conseiller Général communiste nous a reçu mais sans s'engager plus avant pour le moment.

**Pourtant en France dans d'autres régions et départements** des élus prennent leurs responsabilités comme en Alsace où ils se prononcent contre le centre d'enfouissement de déchets radioactifs sur leur territoire et pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim tout comme les maires des communes en proximité qui ont voté une motion dans ce sens. Au Japon les Maires et élus d'Hiroshima et de nombreuses autres villes se prononcent pour l'abolition du nucléaire. Au Québec plus de 250 municipalités ont adopté une résolution exigeant l'arrêt des centrales nucléaires.

**Les élus de Provence et de Vaucluse fuient leurs responsabilités,** englués dans des décennies de soumission à l'idéologie de la destruction atomique et de révérence au lobby nucléaire qui consacre des millions d'Euros à acheter les consciences.

**Les institutions et administrations d'Etat et régionales procèdent de cette même logique de collaboration** et de gestion des intérêts du lobby nucléaire et concourent à prendre en otage la population et les travailleurs.

**Pour le Préfet de Vaucluse comme pour l'Agence Régionale de Santé on se moque bien de la santé des gens :** « tout est en-dessous des normes » affirment-ils. En sachant pertinemment qu'il n'y a pas de dose de radioactivité anodine et sans effet sur la santé, que les normes sont dictées par les industriels du nucléaire, qu'ils n'existent pas de normes

internationalement admises, et qu'augmentent les victimes de cancers de la thyroïde et de leucémies accueillies dans les hôpitaux de la région.

**Pourquoi élus et administrations refusent-ils aussi obstinément de simplement et logiquement faire réaliser des analyses régulières de présence de radioactivité dans les eaux et dans l'air des villes et villages de Vaucluse ? Que craignent-ils ?**

**Pourquoi les élus du département de Vaucluse situé dans la région la plus nucléarisée d'Europe refusent-ils de voter une motion exigeant la fermeture des 4 réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin, tous ayant dépassé leur limite de 30 ans de fonctionnement ? Pourquoi, alors que d'année en année l'ASN (Autorité de Sûreté nucléaire) constate l'augmentation d'incidents sur ces installations nucléaires ? Pourquoi alors que les sites nucléaire de Tricastin, Cadarache, Marcoule et Cruas sont tous implantés sur des failles sismiques ?**

**Pourquoi les Conseillers et Conseillères Généraux de Vaucluse refusent-ils d'interpeller le Préfet et les administrations d'Etat et régionales sur l'extrême risque que font courir à la population, aux enfants, aux territoires et aux activités économiques ces installations nucléaires civiles et militaires ?**

**Le nucléaire prend en otage la démocratie et la population : c'en est assez !**

**Elus de Vaucluse : prenez vos responsabilités, cessez de vous faire complice du crime, agissez ou démissionnez !**